



HAL
open science

Frédéric Goulet, Faire science à part. Politiques d'inclusion sociale et agriculture familiale en Argentine

Daniele Inda

► To cite this version:

Daniele Inda. Frédéric Goulet, Faire science à part. Politiques d'inclusion sociale et agriculture familiale en Argentine. Revue d'Anthropologie des Connaissances, 2020, 14 (4), pp.[en ligne]. 10.4000/rac.14118 . hal-04396106

HAL Id: hal-04396106

<https://hal.science/hal-04396106>

Submitted on 15 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Revue d'anthropologie des connaissances

14-4 | 2020

Les sols, nouvelle frontière pour les savoirs et les politiques de l'environnement

Frédéric Goulet, *Faire science à part. Politiques d'inclusion sociale et agriculture familiale en Argentine*

Liège : Presses Universitaires de Liège, coll. « Sciences et Technologies en Société », 2019

Daniele Inda



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/14118>

DOI : 10.4000/rac.14118

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Référence électronique

Daniele Inda, « Frédéric Goulet, *Faire science à part. Politiques d'inclusion sociale et agriculture familiale en Argentine* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 14-4 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 11 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rac/14118> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rac.14118>

Ce document a été généré automatiquement le 11 mars 2021.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Frédéric Goulet, *Faire science à part.
Politiques d'inclusion sociale et
agriculture familiale en Argentine*

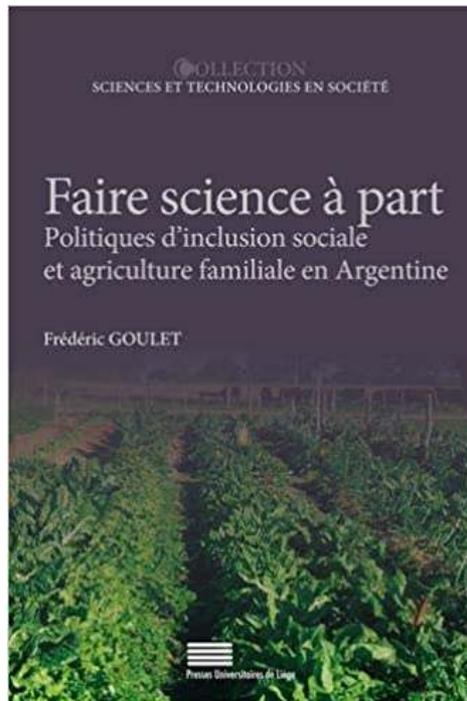
Liège : Presses Universitaires de Liège, coll. « Sciences et Technologies en Société », 2019

Daniele Inda

RÉFÉRENCE

Liège : Presses Universitaires de Liège, coll. « Sciences et Technologies en Société », 2019, 266 p.

- 1 Au cours des dernières décennies, les pouvoirs publics de nombreux pays ont manifesté une tendance croissante à la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir le développement d'activités scientifiques orientées vers la résolution de problèmes d'intérêt général. Dans bien de cas, cela s'est traduit par la définition d'une liste de problématiques structurées autour de grands défis, ainsi que par la mise en place de systèmes de financement basés sur des appels à projets fléchés.
- 2 L'ouvrage de Frédéric Goulet vise à contribuer à la compréhension de ces « *formes contemporaines d'articulation entre science, politique et société* » (p. 10), à partir d'une étude de cas portant sur l'émergence de la notion d'agriculture familiale en Argentine, à la fois comme catégorie d'action publique et comme catégorie d'organisation du champ de la recherche agronomique. Au cours des années 2000, en effet, l'État argentin a déployé des politiques de soutien à la « petite agriculture familiale », qui ont été suivies par l'émergence de collectifs de travail dédiés au sein des organismes de recherche.
- 3 Dans le sillage des travaux de Sheyla Jasanoff (Jasanoff, 2004), l'auteur invite à analyser ces processus à l'aune d'une approche attentive aux « *dynamiques de co-production entre les ordres sociaux et technoscientifiques* » (p. 13), qui dépasse la vision polarisée des relations entre science, politique et société. Il se propose ainsi de montrer que les processus liés à l'émergence de la notion d'agriculture familiale relèvent de la rencontre entre deux dynamiques imbriquées, l'une relative au champ politique, l'autre interne au champ scientifique. La première renvoie à l'émergence de formes de prise en charge séparée des populations vulnérables (dont les agriculteurs familiaux), afin de les émanciper des formes de domination qu'ils subissent. La deuxième dynamique renvoie à la constitution de collectifs de travail différencié au sein des organismes de recherche, en vue de l'émancipation d'acteurs et d'approches auparavant marginalisés au sein de ces institutions (p. 20). Pour l'auteur, il s'agit donc de montrer que ces processus ne découlent pas l'un de l'autre, mais reposent « *sur une logique transversale de contestation et de démarcation d'un ordre existant* » (p. 20) perçu comme injuste.
- 4 L'accent posé sur la contestation de l'existant nous amène à la deuxième hypothèse défendue par l'auteur. Dans le prolongement de ses travaux antérieurs (Goulet & Vinck, 2012), Frédéric Goulet vise à montrer que la construction d'un « *nouvel ordre politique et scientifique* » repose largement « *sur la déconstruction d'ordres précédents* » (p. 21) et que, de ce fait, « *la dimension critique et l'objectif d'émancipation* » (p. 22) constituent des ressorts puissants de l'innovation.
- 5 L'analyse repose sur une enquête de terrain qui a été menée, en Argentine, entre 2014 et 2016. Les données mobilisées sont issues d'entretiens réalisés auprès d'une pluralité d'acteurs (agents des organismes de recherche, fonctionnaires ministériels,



responsables de syndicats étudiants, etc.), de l'observation ethnographique d'événements consacrés à l'agriculture familiale, de l'analyse de documents institutionnels ou promotionnels sur le sujet, ainsi que de l'observation participante des débats internes à l'*Institut National des Technologies Agricoles* (INTA).

- 6 Le livre est structuré en trois parties. La première d'entre elles retrace la genèse de la notion d'agriculture familiale comme catégorie d'action publique, en la replaçant dans le contexte socio-historique au sein duquel elle s'inscrit : celui des gouvernements péronistes de Néstor et Cristina Kirchner (2003-2015). Ces derniers ont été porteurs d'un projet politique (dit *Projet National et Populaire*) construit en rupture avec les politiques menées par la junte militaire (1976-1983) et par les gouvernements néolibéraux des années 1990. Ce projet vise ainsi la restauration d'un État fort, qui puisse défendre la souveraineté nationale face aux intérêts étrangers, orienter le développement économique du pays et garantir une redistribution des richesses en faveur des couches les plus démunies de la population.
- 7 Dans un secteur agricole dominé par la production à grande échelle de denrées destinées à l'exportation, ce projet s'est traduit par la mise en œuvre d'une politique de soutien aux petites exploitations, désormais rassemblées dans la catégorie d'agriculture familiale. Celle-ci a été définie comme une cible prioritaire de l'action publique en raison de la vulnérabilité sociale de ceux qui la pratiquent, ainsi que de nombreux bénéfices qu'elle était censée apporter à la société argentine (la préservation de « savoirs traditionnels », la préservation de l'environnement, la création d'emploi et, surtout, une contribution majeure à la souveraineté alimentaire du pays).
- 8 Les spécificités attribuées à cette forme d'agriculture ont également servi de base à sa prise en charge différenciée par l'action publique. Cela s'est traduit par la constitution d'un Registre National de l'Agriculture Familiale, la création d'une instance de représentation catégorielle (Forum National de l'Agriculture Familiale), ainsi que la mise en place de services et de structures d'encadrement dédiées (un centre de recherche, un Sous-secrétariat d'État, un organisme de contrôle sanitaire, une organisation de producteurs de matériel agricole spécialisé). En dernière instance, l'auteur montre ainsi que la prise en charge séparée de l'agriculture familiale a conduit à la réification d'une sous-population différenciée au sein du monde agricole argentin.
- 9 La deuxième partie de l'ouvrage porte sur l'émergence de la catégorie d'agriculture familiale au sein de l'organisation de la recherche agronomique. Dans un premier temps, l'auteur analyse la politique scientifique des gouvernements péronistes (chapitre 3). En rupture avec les politiques néolibérales des années 1990, celle-ci se caractérise par une augmentation du budget alloué à la recherche et par un recrutement massif de personnels. L'allocation de ces ressources n'est pourtant pas indiscriminée. Elle vise notamment à promouvoir une science orientée vers la résolution de problèmes d'intérêt général (par opposition à une recherche tournée vers des enjeux purement académiques), au premier rang desquels l'inclusion sociale des groupes vulnérables. Encore une fois, cela se traduit par la création d'une instance spécifique (Programme-Conseil de la Demande des Acteurs Sociaux). Celle-ci finance des projets relevant d'une démarche de « recherche-intervention » à caractère participatif, perçue comme la seule susceptible de répondre au défi de l'inclusion des publics vulnérables. L'analyse montre alors que l'adoption de cette posture s'est réalisée sous l'influence d'un groupe de recherche en *Science and technology studies* (STS)

d'une université locale, qui défend une pratique scientifique engagée et en rupture avec les logiques académiques dominantes.

- 10 Dans un chapitre ultérieur (chapitre 4), l'auteur étudie la façon dont cette politique scientifique s'est traduite au sein de la recherche agronomique, notamment par la genèse du *Centre de Recherche pour la Petite Agriculture Familiale* (Cipaf) de l'INTA. Il propose ainsi une analyse détaillée des enjeux (y compris stratégiques) qui ont soutenu la création de ce centre de recherche séparé. Surtout, il montre que, s'il a été lancé par une décision politique, ce processus est venu se greffer sur des tensions préexistantes entre les deux composantes principales de l'INTA, l'une vouée à la recherche et l'autre consacrée aux activités de vulgarisation et développement. Les fondateurs du Cipaf sont issus de cette deuxième composante ou bien des sciences sociales. L'auteur souligne qu'ils occupent ainsi des positions dominées dans les hiérarchies symboliques internes à l'institution, « *comme si, à la lutte en faveur d'agriculteurs restés jusqu'à présent périphériques dans les politiques et les recherches agricoles, correspondait celle en faveur des franges elles aussi périphériques des institutions scientifiques et techniques* » (p. 128).
- 11 La troisième partie de l'ouvrage analyse les trajectoires biographiques des agents qui ont investi la thématique de l'agriculture familiale, leurs prises de position et leurs pratiques. Cette analyse confirme que la plupart des agents du Cipaf sont issus des sciences sociales ou bien des activités de vulgarisation et développement. Ils se caractérisent ensuite par des origines sociales modestes, par un niveau de diplôme relativement faible pour le contexte (peu d'entre eux disposent d'un doctorat), ainsi que par des trajectoires (personnelles et familiales) marquées par un engagement politique à gauche (chapitre 5). Ces éléments sont analysés comme des ressorts de l'investissement de ces agents en faveur de l'agriculture familiale. Ils sont également placés à l'origine de leur tendance à se revendiquer d'une pratique scientifique proche du terrain et au service des publics vulnérables, qu'ils opposent à la figure repoussoir d'une science expérimentale perçue comme réductionniste, autoréférentielle et au service de l'agriculture industrielle. L'analyse montre enfin que, par ces critiques, se joue également une remise en question des hiérarchies établies entre les activités de recherche et de vulgarisation au sein de l'INTA.
- 12 Sur la base du postulat que la science expérimentale serait incapable de répondre aux besoins de l'agriculture familiale, les agents du Cipaf se font alors promoteurs d'une pratique scientifique « à part » (chapitre 6), à la fois engagée et plus adaptée aux spécificités de ce public. Ils défendent ainsi une « recherche-action-participative », qui questionne la séparation entre recherche et développement (et par là la domination de la première sur le second) et valorise la participation des publics cibles dans la définition des programmes de recherche. Ils défendent ensuite une approche systémique et interdisciplinaire (notamment par l'inclusion des sciences sociales), qui permette d'analyser les phénomènes dans toute leur complexité (s'opposant ainsi au réductionnisme attribué à la science expérimentale). Ils se revendiquent enfin d'une approche territoriale permettant de « *saisir les spécificités locales de chaque région* » (p. 168) et de répondre ainsi aux besoins de la population. L'analyse montre enfin que l'adoption de ces postures théoriques par les agents du Cipaf s'explique aussi par les relations (parfois très anciennes) qu'ils entretiennent avec les chercheurs en STS déjà cités, ainsi qu'avec ceux du département Sciences pour l'Action et le

Développement (SAD) de l'INRA, qui défend également une approche interdisciplinaire, systémique, territoriale et participative depuis sa création en 1980 (Cornu, 2013).

- 13 Après avoir présenté les contenus programmatiques de cette « science à part », l'auteur analyse les façons dont elle est mise en pratique par les agents du Cipaf (chapitre 7). On voit alors que ces derniers participent à la construction de la « demande sociale », par un travail de sélection et de mise en forme des requêtes de leurs interlocuteurs. Surtout, l'auteur propose une analyse très fine de problèmes posés par l'intégration des approches disciplinaires, ainsi que par la difficulté de conjuguer les activités de vulgarisation et la production scientifique. Le manque de temps et d'équipements, ainsi que les aléas d'une recherche « en plein air », en effet, rendent difficile la production de résultats valorisables au sein du monde académique. Émerge alors un sentiment de frustration, notamment auprès des rares agents issus des disciplines expérimentales. Ces derniers tendent ainsi à mener une activité de recherche complémentaire au sein d'un laboratoire « traditionnel ».
- 14 Dans un dernier chapitre, l'auteur restitue le point de vue d'agents des organismes de recherche agronomique n'ayant pas adhéré au processus étudié. Il fait ainsi ressortir les critiques qu'ils adressent vis-à-vis de cette « science à part », ainsi que les logiques qui les sous-tendent. L'ouvrage s'achève enfin par une conclusion qui tire les fils des hypothèses avancées dans l'introduction, à partir des résultats de l'analyse.
- 15 En conclusion, l'ouvrage de Frédéric Goulet est très dense et riche en éléments empiriques. Il propose une analyse de grande qualité des processus qui ont amené l'inclusion des publics vulnérables au sein de champ de la recherche agronomique argentine. Cette analyse apporte de nombreux éléments à la compréhension des interactions entre sciences et politiques à une époque où les pouvoirs publics manifestent une tendance croissante à orienter la production scientifique vers la résolution de problèmes d'intérêt général. Elle apporte également des éléments à la compréhension des antagonismes qui se jouent au sein des organismes de recherche scientifique, notamment appliquée.
- 16 L'intérêt de ce travail s'étend ainsi bien au-delà des limites de l'étude de cas, comme le montrent, par exemple, les nombreuses analogies entre le processus étudié par l'auteur et celui qui a conduit à la création du département SAD de l'INRA. En se penchant sur l'histoire de ce dernier, en effet, on retrouve la même conception d'une pratique scientifique au service de la société, les mêmes critiques du « réductionnisme » des approches dominantes, les mêmes revendications d'une démarche systémique et interdisciplinaire, les mêmes difficultés à valoriser les résultats ainsi produits selon les normes d'évaluation académique, ainsi que la même tendance à garder une activité parallèle au sein de laboratoires « traditionnels » (Cornu, 2013).
- 17 On pourrait éventuellement regretter que l'auteur n'ait pas engagé un dialogue critique vis-à-vis de la théorie des champs, par exemple, à partir de l'analyse esquissée par Bourdieu sur les tensions entre recherche et innovation au sein de l'INRA (Bourdieu, 1997). En effet, le processus étudié aurait pu se prêter aussi bien à une lecture basée sur cette approche théorique. En fin de compte, l'auteur montre bien qu'il existe une relation entre les prises de position des agents et les positions qu'ils occupent au sein de l'INTA, de même que les arguments mobilisés au sein de l'un et de l'autre camp constituent également des armes de lutte interne « pour le monopole de la définition légitime de la pratique scientifique » (Bourdieu, 1997, p. 40).

- 18 Il faut néanmoins souligner que, s'il est possible d'envisager cette lecture alternative du processus étudié, c'est bien parce que l'auteur fournit au lecteur tous les éléments pour le faire. C'est là un autre mérite de cet ouvrage. Par la qualité de ses analyses, Frédéric Goulet nous livre ici un travail en quelque sorte « universel », qui apporte des éléments de réflexion à tous les chercheurs travaillant sur ces questions, indépendamment des traditions théoriques au sein desquelles ils s'inscrivent. On ne peut donc que saluer une telle réussite.
-

BIBLIOGRAPHIE

Bourdieu, P. (1997). *Les usages sociaux de la science : Pour une sociologie clinique du champ scientifique*. Versailles : Éditions Quæ.

Cornu, P. (2013). Mémoire et actualité de la fondation du département SAD de l'INRA. Communication au séminaire des doctorants du département SAD. Disponible sur : https://seminaire.inrae.fr/journees-doctorants-dpt-sad/content/download/3393/34925/version/1/file/6_Cornu-HistoireSAD.pdf

Goulet, F. & Vinck, D. (2012). L'innovation par retrait. Contribution à une sociologie du détachement. *Revue française de sociologie*, 53(2), 195-224.

Jasanoff, S. (2004). Ordering Knowledge, Ordering Society. In *States of Knowledge: The Co-Production of Science and the Social Order* (pp. 13-45). London: Routledge.